



COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN



Policy brief no.6

Éléments clés d'une Feuille de Route pour le Développement des
Chaînes de valeur Régionales dans le Recyclage des Pneus Usagés et
des Déchets Électriques et Électroniques
– Regards Ver l'île Maurice et l'île de la Réunion



WORLD BANK GROUP



Déclaration exécutive

La catégorisation des déchets est essentielle pour une gestion efficace des déchets et le recyclage. Elle consiste à classer les matériaux en fonction de leur recyclabilité, de leur composition et des exigences en matière de recyclage. Le recyclage des déchets électroniques (e-déchets) et des pneus usagés est considéré comme complexe en raison de la variété des matériaux, de la contamination et de l'infrastructure de recyclage nécessaire. Les deux nécessitent des installations spécialisées pour la récupération des ressources et la réduction de l'impact environnemental. Malgré leurs propriétés distinctes, ils partagent des caractéristiques communes et sont confrontés à des défis et opportunités similaires. Dans les États insulaires en développement de l'Afrique et de l'océan Indien (AIODIS), ces chaînes de valeur font face à d'importants obstacles, ce qui nécessite des mécanismes de réponse appropriés:

- **Coût Élevé du Recyclage:** Le recyclage des e-déchets coûte près de dix fois plus cher que leur élimination, tandis que les pneus usagés sont souvent étiquetés comme des "déchets à valeur négative".
- **Défis du Recyclage:** Le mélange complexe des matériaux complique le recyclage, notamment en ce qui concerne la collecte, le tri et le désassemblage. Les systèmes municipaux manquent souvent de capacité pour gérer de telles complexités, créant ainsi une opportunité pour les ONG et le secteur privé de s'impliquer dans ces chaînes de valeur.
- **Absence d'Économies d'Échelle:** Les petits États insulaires luttent en raison de volumes de déchets plus faibles, ce qui entraîne une augmentation des coûts fixes par unité, rendant le recyclage moins attractif sur le plan commercial. Les opportunités d'exportation et d'agrégation régionale sont confrontées à des défis réglementaires imposée par les réglementations internationales tel que la Convention de Bâle.

L'élément clé tiré de 'La Mission d'Échange de Connaissances' à Maurice et à La Réunion (du 4 au 9 septembre 2023) est que les opérations de recyclage dans ces chaînes de valeur sont impulsées par une interaction dynamique entre le secteur public et privé. L'engagement des citoyens en faveur de la réduction de la pollution, combiné à la participation active des ONG, des start-ups et du secteur privé en faveur d'une plus grande responsabilité sociale des entreprises (RSE) ont favorisé des avancées majeures dans ces deux secteurs. Pendant ce temps, les politiques gouvernementales et les réglementations ont fourni la traction nécessaire pour faire progresser le secteur. Cette synergie a joué un rôle central dans le lancement d'entreprises de recyclage au sein de ces deux chaînes de valeur à Maurice et à La Réunion. Les éléments clés comprennent:

- **Passage de Modèles Économiques Linéaires à Circulaires :** Un changement de paradigme grâce à la sensibilisation et à l'éducation des parties prenantes.
- **Sensibilisation et Éducation des Parties Prenantes:** L'engagement actif du secteur privé dans des partenariats collaboratifs avec des entreprises, des ONG et des associations afin de réduire les risques et de garantir l'efficacité des processus de collecte et de tri des déchets.
- **Cadre Juridique et Réglementaire:** Mise en œuvre du principe du "Pollueur-Payeur" et des cadres de Responsabilité Élargie des Producteurs (REP).
- **Incitations Fiscales et Commerciales:** Des incitations transparentes, responsables et traçables permettent de réduire les coûts et de protéger les investissements.
- **Optimisation des Ressources grâce aux Exportations:** Les collaborations naissantes avec les régions voisines et les opportunités d'exportation contribuent à maximiser l'utilisation des ressources, mais se heurtent à des réglementations restrictives qui limitent les exportations.
- **Vision des États insulaires en développement de l'Afrique et de l'océan Indien pour les Chaînes de Valeur des E-déchets et des Pneus Usagés: Zéro Déchet d'ici 2030.**
- **Appel à l'Action des Ministres en charge de l'Économie Circulaire pour Promouvoir la Circularité dans les Chaînes de Valeur des E-déchets et des Pneus Usagés pour les États insulaires en développement de l'Afrique et de l'océan Indien:**

Appel à l'Action au Niveau Continental – L'Union Africaine dans les domaines de l'Économie Circulaire, de l'Économie Bleue et du Changement Climatique:

- Reconnaît les spécificités des États insulaires en développement de l'Afrique et de l'océan Indien (AIODIS).
- Création d'une enveloppe de fonds pour les États insulaires en développement de l'Afrique et de l'océan Indien (AIODIS).
- Reconnaître la Commission de l'océan Indien comme le "Porte-Parole" des États insulaires en développement de l'Afrique et de l'océan Indien (AIODIS).

Appel à l'Action au Niveau Régional – La Commission de l'océan Indien dans les domaines de l'Économie Circulaire, de l'Économie Bleue et du Changement Climatique:

- Renforcement des Capacités: Élaboration d'une réponse régionale pour améliorer les capacités de collecte, de tri et de traitement des d3E et les pneumatiques usagés
- Plaidoyer en Faveur de la Réforme Réglementaire: Œuvrez en faveur de modifications réglementaires et d'exemptions pour faciliter le "Mouvement Transfrontalier des Déchets" encourager l'exportation et promouvoir l'agrégation des déchets au sein de la région et avec le continent.
- Développement une Feuille de Route: Élaborer une feuille de route pour faire progresser les chaînes de valeur régionales dans le recyclage des pneus usagés et des déchets électroniques.
- Promotion de l'Innovation et de Programmes Régionaux pour les Startups: Exploiter l'innovation des startups et les avancées technologiques grâce à des programmes d'incubation et d'accélération.
- Plateforme d'Échange: Mise en place d'une plateforme régionale pour les REPs et les partenariats publics-privés à travers AIODIS et l'échange B2B. La création d'une Plateforme ERP Régionale dédiée pour AIODIS représente une étape cruciale dans la concrétisation de la Feuille de Route Régionale pour les Déchets Électroniques et les Pneus Usagés. Cette plateforme dynamique servira de référentiel central pour tous les éléments essentiels de la Feuille de Route, les consolidant dans un environnement convivial en ligne.
- Cadre d'Incitation: Développement de cadres, mécanismes et outils d'incitation efficaces au niveau régional.
- Initiative pour des Emplois Décents: Lancement d'une Charte Régionale pour la Promotion des Emplois Décents et des Pratiques de Travail Sûres dans le Secteur du Recyclage.
- Engagement des Parties Prenantes: Organisation de rencontres régulières entre les parties prenantes des AIODIS dans les Chaînes de Valeur des E-déchets et des Pneus Us

Niveau National - États Membres

- Cadres Réglementaires: Élaborer des cadres réglementaires nationaux basés sur le principe du "Pollueur Payeur" et les cadres de la REP.
- Renforcement des Données: Renforcer les départements de statistiques pour une meilleure collecte de données sur les E-déchets et les Pneus Usagés.
- Stratégies d'Économie Circulaire : Mettre en œuvre des stratégies avec des objectifs clairs à court, moyen et long terme.
- Implication des Entreprises : Les Chambres de Commerce et les Agences de Promotion de l'Investissement peuvent définir des politiques et des indicateurs de progrès dans les Chaînes de Valeur des E-déchets et des Pneus Usagés. Un groupe de travail (TWG) est mis en place pour suivre les progrès dans la Chaîne de Valeur des E-déchets et des Pneus Usagés.

Le contexte

La gestion efficace des déchets dans les États insulaires en développement d'Afrique et de l'océan Indien (AIODIS) constitue un défi majeur, en particulier en ce qui concerne les déchets électroniques (e-déchets) et les pneus usagés. Une part significative des e-déchets et des pneus usagés générés dans ces îles finit dans les décharges, les rivières et les océans, provoquant une pollution environnementale et des dommages à la vie marine. Cela pose également de graves risques pour la santé de la population locale. L'établissement d'objectifs clairs pour la collecte, la ségrégation, la réutilisation et le recyclage des e-déchets est essentiel pour atténuer les impacts environnementaux et sanitaires néfastes d'une élimination inappropriée. Cela encourage également des pratiques durables et une gestion responsable en fin de vie pour les produits électroniques et les pneus usagés. Cependant, la région présente d'importantes lacunes en matière de politiques réglementaires, de mécanismes de mise en œuvre, d'infrastructure de gestion des déchets et d'efficacité de la chaîne de valeur du recyclage, couvrant la collecte, la ségrégation, le traitement et l'élimination adéquate des e-déchets et des pneus usagés. Un examen de la chaîne de valeur/chaîne de recyclage, du cadre juridique, de l'infrastructure, des modèles commerciaux et des structures d'incitation en place dans les AIODIS révèle d'importantes lacunes qui entravent une gestion efficace des déchets et des pratiques de réutilisation et de recyclage durables.

Principales lacunes:

- **Législation Limitée ou Absente:** Certains pays des AIODIS ne disposent pas de lois complètes régissant la gestion des e-déchets et des pneus usagés.
- **Application Faible et Conformité Insuffisante:** L'application des réglementations existantes est souvent laxiste, ce qui conduit à la non-conformité.
- **Responsabilité Élargie des Producteurs (REP) Insuffisante :** Les programmes de REP, qui transfèrent la responsabilité aux fabricants de produits, sont sous-développés.
- **Modèles Commerciaux Irréalisables:** Les modèles actuels de gestion de ces flux de déchets peuvent ne pas être financièrement viables.
- **Infrastructure et Technologie Inadéquates:** Le manque d'installations et de technologies appropriées entrave une gestion efficace des déchets.
- **Sensibilisation Publique et Éducation Limitées:** De nombreux citoyens ignorent les dangers et les méthodes adéquates d'élimination.
- **Manque d'Incitations et de Soutien Financier:** Peu d'incitations existent pour inciter les entreprises à investir dans le recyclage.
- **Défis Transfrontaliers:** Les réglementations internationales, telles que la Convention de Bâle, restreignent le mouvement des déchets.

Le développement de systèmes robustes de gestion des déchets pour les e-déchets et les pneus usagés est crucial pour les AIODIS. L'île de la Réunion, qui est un département d'outre-mer de la France, a introduit la première directive de l'UE sur les équipements électriques et électroniques en 2003, basée sur le principe de la "Responsabilité Élargie des Producteurs" (REP) et du "pollueur-payeur". En tant que précurseur en matière de cadre juridique, la Réunion sert de modèle pour la région, où de bonnes pratiques peuvent être adaptées et personnalisées en fonction du niveau de développement de chaque pays des AIODIS. Le principe de la REP place la responsabilité de la gestion des déchets électriques sur le fabricant. La Réunion se distingue comme un pionnier en matière de cadre juridique dans la région des AIODIS, offrant un modèle que d'autres pays peuvent adapter à leurs niveaux de développement spécifiques et à leurs besoins. Maurice est actuellement en train d'élaborer des réglementations en vertu de l'article 96 de la loi sur la protection de l'environnement, concernant les e-déchets, qui englobe le concept du "pollueur-payeur" et de la REP, et les Seychelles ont mis en œuvre le principe du "pollueur-payeur" dans le domaine de la conservation marine. Bien que les pays des AIODIS varient dans leur préparation à ces politiques, des défis communs offrent une opportunité d'action collective. L'adoption de modèles d'économie circulaire pour la récupération des déchets est relativement nouvelle, offrant une possibilité de partage des meilleures pratiques. L'implication du secteur privé est essentielle pour réduire les déchets et promouvoir la durabilité.

Échange d'Expérience entre Maurice et la Réunion

La Mission d'Échange de Connaissances à Maurice et à la Réunion a mis en lumière les meilleures pratiques en matière de partenariats public-privé, d'initiatives de start-up, d'engagement des ONG et de l'environnement réglementaire dans le secteur public (veuillez consulter Annex 1 - la liste des partenaires impliqués dans la Mission d'Échange de Connaissances ci-jointe).

Nous avons eu l'opportunité de visiter plusieurs entreprises de différentes tailles, de différentes structures organisationnelles et de différentes sophistications technologiques dans les deux îles. Cela nous a permis de réaliser une analyse comparative du secteur des "pneus usagés" à la Réunion à travers des entreprises comme Solyval, Solygrom et MTRECK. Dans le domaine de la chaîne de valeur des e-déchets, nous avons observé deux modèles économiques distincts opérant au sein de cadres réglementaires très différents, ce qui nous a permis de mettre en évidence les meilleures pratiques nécessaires à la construction d'une entreprise durable de gestion des e-déchets.

Par exemple, nous avons pu comparer B.E.M à Maurice, qui opère en l'absence d'une politique de Responsabilité Élargie du Producteur (REP) et d'Organisations de Responsabilité des Producteurs (ORP), à RVE, qui fonctionne au sein d'un système de REP soutenu par deux éco-organismes (ORP). Le système d'éco-organisme dirigé par SICR à La Réunion a servi d'exemple notable de meilleures pratiques qui pourraient être reproduites dans toute la région. À Maurice, il convient de noter que le secteur privé et les ONG ont joué un rôle pivot dans la mise en place du changement, notamment en l'absence de cadres REP. Un cas exemplaire est la collaboration entre Mission Vert, une ONG, Emtel, une entreprise de téléphonie, et BEM, un recycleur de déchets électroniques, qui illustre vivement comment les partenariats innovants et résilients du secteur privé peuvent efficacement combler les lacunes réglementaires. De plus, nous avons eu l'occasion de présenter plusieurs start-ups, dont La Décheteque, METECK et Data Lab de Maurice, qui incarnent le potentiel transformateur de l'entrepreneuriat à faire évoluer le secteur.

De plus, la discussion s'est penchée sur les possibilités d'établir des liens entre les AIODIS et le continent africain en collaborant avec des organisations telles que FEWACCI et la SADC. L'accent a été mis sur la nécessité pressante de faire monter les défis des AIODIS à un niveau continental. Cette reconnaissance a été considérée comme cruciale pour surmonter les défis liés à l'échelle limitée et pour favoriser une approche plus globale de la résolution des problèmes auxquels sont confrontés les petits États insulaires. L'importance de renforcer la collaboration grâce à des partenariats avec les Communautés Économiques Régionales (CER) et l'Union Africaine a été soulignée comme indispensable pour résoudre efficacement les problèmes de gestion des déchets et promouvoir une économie circulaire.

L'échange de connaissances a créé une plateforme pour une analyse approfondie des contraintes et pour obtenir des informations précieuses, à la fois au sein de la région de l'AIODIS et au-delà. Cette initiative collaborative nous a permis d'identifier les éléments essentiels à la création de solutions régionales aux complexités liées à la gestion des e-déchets et des pneus usagés. De plus, elle a posé les bases pour identifier les composants clés nécessaires à l'élaboration d'une feuille de route régionale dédiée à la résolution des défis liés aux e-déchets et aux pneus usagés au sein de la région des AIODIS.

Les Prérequis de la Feuille de Route Régionale pour les Déchets Électroniques et les Pneus Usagés - Établissement d'une Plateforme ERP Régionale pour l'AIODIS: Un Platform Electronique de Mise en Œuvre de la Feuille de Route Régionale sur les Déchets Électroniques et les Pneus Usagés

La création d'une Plateforme ERP Régionale dédiée pour l'AIODIS constitue une étape cruciale dans la concrétisation de la Feuille de Route Régionale pour les Déchets Électroniques et les Pneus Usagés. Cette plateforme dynamique servira de répertoire central pour tous les éléments essentiels de la Feuille de Route, les regroupant dans un environnement en ligne convivial. La fonction principale de la Plateforme ERP est de favoriser l'interaction, la collaboration et la coordination sans faille au sein de la région de l'AIODIS. Elle facilitera l'engagement entre divers acteurs, notamment les gouvernements, les entreprises, les ONG et les institutions éducatives. Ce hub numérique fournira un espace virtuel où les outils clés, les ressources de formation, les opportunités B2B et un répertoire complet de documents peuvent être consultés et exploités pour promouvoir des pratiques durables de gestion des déchets. En essence, la Plateforme ERP permettra à l'AIODIS de mobiliser l'expertise et les ressources collectives de son écosystème diversifié, favorisant la synergie, l'innovation et l'exécution efficace de la Feuille de Route Régionale.

Engagement 1:

Changement Attendu

Défier la Mentalité du “Prendre-Fabriquer-Jeter”: Du Recyclage et Récupération des Déchets à la Réduction de la Consommation en Favorisant le Surcyclage par la Promotion de l’Éco-conception et de l’Éco-design.

Action

Éducation, Sensibilisation et Diffusion d’Informations au Niveau Régional

- Programme de Formation Régionale pour les Agences de Protection des Consommateurs
- Conception d’un Curriculum Régional pour les Facultés d’Ingénierie et de Design Universitaires
- Sensibilisation et Diffusion d’Informations :
 - a. Au Niveau Gouvernemental
 - b. Au Niveau des Chambres de Commerce et des Agences de Promotion de l’investissement
 - c. Au Niveau des ONG
 - d. Dans les Écoles

Engagement 2:

Changement Attendu

Renforcer une Base Juridique Solide et Assurer une Mise en Œuvre Efficace:
Axé sur la REP et le Principe du “Pollueur-Payeur”

Action

Établir un Modèle de Cadre et des Directives des Meilleures Pratiques pour l’Élaboration des Réglementations de la REP et des Outils et Systèmes de Mise en Œuvre

- Création d’un Répertoire Central pour les Cadres Juridiques de la REP et du Principe du Pollueur-Payeur, les Termes de Référence pour les Études de Faisabilité et d’Autres Ressources Techniques Essentielles
- Lancement d’une Structure Technique Juridique pour Fournir un Soutien Législatif à travers la Région de l’AIODIS
- Lancement d’un Programme de Formation en Ligne et d’un Bureau de Conseils pour la REP
- Formulation d’une Nomenclature Régionale en Collaboration avec les Autorités Douanières pour Définir les Importations de Biens Présentant des Caractéristiques d’ “Éco-Conception” Intégrées
- Établissement de Directives pour Promouvoir la Transparence et la Responsabilité dans l’Élaboration du Budget et le Reporting des Programmes d’Éco-Contributions et d’autres Incitations Fiscales Mises en Place par le Gouvernement pour l’AIODIS.

Engagement 3:

Changement Attendu

Promouvoir le Partage de Connaissances, le Parrainage et les Initiatives de Renforcement Institutionnel

Action

Établissement de Programmes d’Échange avec des Entités de la Région et d’Autres. Considérez les options suivantes:

- SCIR, ADIR
- ACEN
- Made In Maurice/Association des Fabricants de l’Île Maurice
- Organisations Statistiques de la Région

Ces initiatives visent à faciliter l'échange de connaissances, renforcer les partenariats et améliorer les capacités institutionnelles grâce à des collaborations avec des entités clés de la région et des réseaux plus vastes.

Engagement 4: **Changement Attendu**

Exploiter l'Innovation des Start-ups et les Avancées Technologiques grâce à des Programmes d'Incubation et d'Accélération.

Action

Lancer une Initiative Régionale d'Incubation et d'Accélération:

- Lancer un Appel à Propositions pour Établir un Programme d'Accélération
- Tirer Parti du Réseau Régional de Business Angels et d'Investisseurs d'Impact
- Lancer un Programme de Récompenses Régional pour l'Incubation et l'Accélération, ainsi qu'un Événement de Présentation de Projets
- Ces actions stratégiques visent à exploiter le potentiel de l'innovation des start-ups et des progrès technologiques, à promouvoir l'entrepreneuriat et à favoriser la croissance régionale grâce à des programmes d'incubation et d'accélération dédiés.

Engagement 5: **Changement Attendu**

Promouvoir B2B et d'Échange Commercial en Ligne

Action

Établir une Application B2B Personnalisée, Actuellement Disponible sur le Marché, et Créer un Réseau B2B :

- Impliquer les Entreprises de Recyclage
- Impliquer les Fournisseurs
- Collaborer avec les Fabricants d'Équipements
- Partenariat avec les Fournisseurs de Technologies
- Accéder aux Services d'Assistance Technique et de Consultance Promouvoir les Échanges Commerciaux via la Plateforme B2B et Gérer de Manière Active et Développer les Opportunités de Commerce Régional grâce à la Plateforme.

Engagement 6: **Changement Attendu**

Développer des Cadres, Mécanismes et Outils Incitatifs Efficaces

Action

Évaluer les Meilleures Pratiques en Matière d'Implémentation et d'Adoption des Programmes Incitatifs:

- Analyser et Évaluer les Meilleures Pratiques en Matière d'Implémentation et d'Adoption des Incitations
- Élaborer des Réglementations pour la Mise en Place d'un Programme d'Incitation au Statut de Pionnier dans la Région:
- Formuler des Cadres Réglementaires pour l'Introduction d'un Programme d'Incitation au Statut de Pionnier Adapté au Contexte Régional

Ces actions visent à identifier et à intégrer les meilleures pratiques dans l'utilisation des incitations, tout en ouvrant la voie à l'introduction d'un programme d'incitation au statut de pionnier conçu pour encourager l'innovation et le développement dans la région.

Engagement 7: Changement Attendu

Création d'Opportunités d'Emploi Décentes dans le Recyclage Informel

Action

Initiation d'une Charte Régionale pour Promouvoir des Emplois Décents et des Pratiques de Travail Sécuritaires dans le Secteur du Recyclage:

- Établissement d'une Charte Régionale dédiée à la promotion d'opportunités d'emploi décentes et à la mise en œuvre de pratiques de travail sécuritaires au sein de l'industrie du recyclage.
- Développement et Mise en Œuvre d'Initiatives de Formation Robustes Axées sur la Santé et la Sécurité dans les Opérations de Recyclage.

Remerciements

Remerciements à la Commission de l'océan Indien pour la mise en œuvre du projet SWIOFISH2, avec le soutien financier de la Banque mondiale.

Références/Informations complémentaires

Accueil | Commission de l'océan Indien (commissionoceanindien.org)

Annex 1 - List des Participants.

E-déchets

Nom: B.E.M Recycling

Années d'activité: > 30 Years

Pays: Mauritius

Description: Spécialisé depuis plus de 24 ans sur le marché mauricien dans le traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), BEM Recycling offre un service complet pour la collecte et le recyclage des appareils électriques et électroniques en fin de vie grâce à son usine de traitement située à La Chaumière, St Martin. Plus de 2300 tonnes de déchets électroniques ont été recyclées. BEM met en avant ses connaissances et son savoir-faire pour assurer une traçabilité complète des déchets électroniques depuis leur collecte jusqu'à leur recyclage final. Grâce à sa politique de zéro décharge et à la valorisation des divers composants en matières premières secondaires (plaquettes de plastique, verre recyclé, plaquettes déchetées ferreuses et non ferreuses...).

Nom: Data Labs

Années d'activité: <5 Years

Pays: Mauritius

Description: Récupération de données à partir d'ordinateurs ou de disques durs défectueux. Élimination sûre des plastiques des boîtiers.

Nom: La Déchetèque

Années d'activité: <5 Years

Pays: Mauritius

Description: La Déchetèque est une bibliothèque de services dédiée à la prévention des déchets, à travers des concepts d'économie circulaire. Elle se spécialise dans la réutilisation des matériaux de construction et de rénovation, et accompagne dans la réflexion sur l'éducation et la réorganisation de l'espace.

Nom: RVE

Années d'activité: >20 Years

Pays: Mauritius

Description: RVE recycle les DEEE professionnels et ménagers avec un démantèlement sur site et transporte les DEEE vers ses installations pour un démontage manuel et une valorisation. Elle est conforme aux normes européennes en vigueur et fournit un Bordereau Suivi Déchets (BSD) pour la traçabilité.

Pneus Usagés

Nom: Morecup

Années d'activité: <5 Years

Pays: Mauritius

Description: Collecteur, recycleur et exportateur de pneus usagés vers l'Asie. En 2022-2023, MTREC a exporté 635 tonnes de pneus usagés, principalement collectés auprès des organismes gouvernementaux et des garages. MTREC a une capacité de traitement de 7 tonnes par jour pour les pneus de voiture de tourisme et de 4 tonnes par jour pour les pneus de camions et d'autobus. L'objectif est d'atteindre un minimum de 1500 tonnes pour 2023-2024.

Nom: AVPUR

Années d'activité: >20 Years

Pays: Reunion

Description: AVPUR prévoit le recyclage des pneus usagés grâce à la vente de nouveaux pneus ! Fondée en 2003, l'Association pour la Valorisation des Pneus Usagés à la Réunion (AVPUR) regroupe la plupart des importateurs de pneus et vise à collecter et recycler les déchets de pneus.

Nom: CMC LTD

Années d'activité: >100 Years

Pays: Reunion

Description: CMC LTD est un opérateur majeur dans le secteur du rechapage de pneus à Maurice et un importateur bien établi et un distributeur local de nouveaux pneus pour tous types de véhicules. D'autres activités comprennent les lubrifiants automobiles et l'équipement de protection contre les incendies. La société a également élargi sa gamme de produits aux véhicules de loisirs légers (quads, chariots de golf, etc.) et aux gaz industriels.

Nom: SOLYVAL

Années d'activité: >15 Years

Pays: Reunion

Description: La société SOLYVAL, basée sur le port de l'île de la Réunion, est la première et la seule plateforme industrielle de collecte, regroupement, tri, recyclage et valorisation des pneus usagés sur l'île de la Réunion. SOLYVAL joue un rôle clé dans la chaîne de valeur du recyclage pour la récupération des pneus usagés. C'est une usine de traitement unique dans l'océan Indien et répond à toutes les exigences européennes ainsi qu'aux normes françaises en matière d'hygiène, de sécurité et de qualité. Le caoutchouc recyclé est transformé en produits pour les terrains de jeux, les matériaux de construction, les revêtements de sol de gymnases, les toitures, etc.

Tri polyvalent, traitement, stockage et valorisation

Nom: INOVEST

Années d'activité: <5 Years

Pays: Reunion

Description: La "Déchetterie de la Chaumière" est une installation de collecte et d'élimination des déchets, communément appelée une station de transfert de déchets ou un centre de recyclage. Elle sert de lieu où les PME et les résidents peuvent apporter divers types de déchets, y compris des déchets recyclables, des déchets domestiques dangereux et d'autres articles qui ne peuvent pas être jetés dans les poubelles domestiques régulières. Ces installations sont conçues pour promouvoir des pratiques appropriées de gestion des déchets et de recyclage en fournissant un emplacement désigné pour que les résidents déposent des types spécifiques de déchets en vue d'une manipulation et d'une élimination appropriées.

Nom: Déchetterie de la Chaumière

Années d'activité: <3 Years

Pays: Mauritius

Description: La "Déchetterie de la Chaumière" est une installation de collecte et d'élimination des déchets, communément appelée une station de transfert de déchets ou un centre de recyclage. Elle sert de lieu où les PME et les résidents peuvent apporter divers types de déchets, y compris des déchets recyclables, des déchets domestiques dangereux et d'autres articles qui ne peuvent pas être jetés dans les poubelles domestiques régulières. Ces installations sont conçues pour promouvoir des pratiques appropriées de gestion des déchets et de recyclage en fournissant un emplacement désigné pour que les résidents déposent des types spécifiques de déchets en vue d'une manipulation et d'une élimination appropriées.

Organisation de soutien aux entreprises

Nom: Cluster GREEN

Années d'activité: >20 Years

Pays: Reunion

Description: Cluster GREEN, qui signifie "Groupement Régional des Entreprises Engagées pour l'Environnement," est une association régionale basée à l'île de la Réunion qui réunit des entreprises et des organisations engagées en faveur de la durabilité environnementale. Le cluster a pour but de promouvoir les entreprises éco-responsables et respectueuses de l'environnement, ainsi que de favoriser les synergies autour de projets liés à l'économie circulaire

Nom: SICR

Années d'activité: >80 Years

Pays: Reunion

Description: Le SICR est un syndicat professionnel employeur. Sa mission est d'assister les chefs d'entreprise affiliés à La Réunion, opérant dans des secteurs tels que l'importation, l'automobile ou l'environnement, pour répondre aux changements en cours dans leur environnement tout en respectant les réglementations en vigueur. Le syndicat a été créé le 26 février 1953 par des personnalités éminentes de l'économie locale dont les noms résonnent encore aujourd'hui : LEGROS, RAVATE, CAILLE. Le syndicat opère sous la loi du 21 mars 1884, connue sous le nom de loi sur les syndicats professionnels, qui a "l'objectif exclusif d'étudier et de défendre les intérêts matériels et moraux, collectifs et individuels, des personnes couvertes par leurs statuts" Le Syndicat a adopté le nom de Syndicat de l'Importation et du Commerce de la Réunion (SICR) en 1997.

Nom: Business Mauritius

Années d'activité: ?

Pays: Mauritius

Description: Business Mauritius est une association indépendante qui représente plus de 1200 entreprises locales et qui, à travers elles, a une portée nationale, régionale et internationale. Business Mauritius est l'organisme de coordination et la voix des entreprises locales, et propose des services qui soutiennent le progrès à la fois des entreprises et de la communauté.

Business Mauritius découle de la fusion, en octobre 2015, de deux associations professionnelles, à savoir la Fédération des Employeurs de Maurice et le Conseil Économique Conjoint. S'appuyant sur plus de 50ans d'expérience cumulée dans l'accompagnement stratégique des entreprises locales de diverses manières, Business Mauritius reste concentrée sur trois objectifs stratégiques :

- Impliquer les entreprises dans le développement économique national
- Développer un capital social solide
- Promouvoir une croissance durable et inclusive

SWIOFISH2 | COMMISSION DE L'OCÉAN INDIEN

Blue Tower - 5ème étage | Rue de l'Institut, Ebène, Mauritius
Tel: (+230) 402 61 00 | E-Mail: secretariat@coi-ioc.org